



Communiqué

Date: 18.05.2011

Le premier rapport social statistique de la Suisse est paru

Le Conseil fédéral a présenté le 18.05.2011 le premier rapport social statistique de la Suisse. Ce rapport montre que la protection contre les risques sociaux majeurs, tels que la vieillesse, la maladie et l'invalidité, fonctionne bien. Mais il fait apparaître aussi la vulnérabilité notamment des personnes sans formation achevée et sans diplôme professionnel. Plus le niveau de formation est élevé, plus il est facile de s'insérer et de se maintenir sur le marché du travail.

Le rapport de l'Office fédéral de la statistique décrit, sur la base d'une sélection de données statistiques, l'évolution économique et sociale de la Suisse au cours des dernières années. Il montre les relations qui existent entre les changements structurels aux niveaux socioéconomiques et les risques sociaux. Il se focalise en particulier sur les groupes de population les plus exposés au risque d'exclusion sociale.

Une synthèse statistique

Les questions sociales sont toujours plus présentes dans le débat public. L'Etat assume en ce domaine des tâches fondamentales, qui découlent notamment de la Constitution fédérale. Il manquait jusqu'ici une synthèse statistique qui tienne compte aussi bien de la situation économique et sociale de la population que du contexte général de la société. Avec ce premier rapport statistique consacré aux questions sociales, le Conseil fédéral entend contribuer à une meilleure compréhension de l'évolution des structures socioéconomiques et des risques d'exclusion sociale. Le rapport a été établi par l'Office fédéral de la statistique sur la base des données des statistiques économiques et sociales.

Le risque d'exclusion sociale

L'exclusion sociale menace fortement les groupes de population dont le niveau de formation est inférieur à la moyenne et les personnes qui élèvent des enfants. Parmi ces dernières, les familles monoparentales sont particulièrement exposées. La formation joue un rôle

déterminant aussi bien pour l'évolution économique en général que pour la situation matérielle des ménages. La demande de personnel qualifié augmente; parallèlement, le niveau de formation des personnes professionnellement actives, suisses ou immigrées, a progressé. Une fracture s'observe cependant entre deux groupes de population: d'une part les personnes bien formées, très peu exposées à l'exclusion sociale, d'autre part les personnes insuffisamment formées, qui courent le risque de ne pas remplir les exigences du marché du travail et qui risquent d'en être durablement exclues.

La mission de l'Etat

La protection sociale publique revêt une importance croissante. Elle fonctionne bien dans le domaine des risques traditionnels tels que la vieillesse, la maladie et l'invalidité. La Suisse dépense au total près de 145 milliards de francs pour la protection sociale, soit plus du double de ce qu'elle dépensait dans ce domaine il y a vingt ans.

Renseignements:

Jean-Marc Crevoisier, 031 322 80 16
Jean-Marc.Crevoisier@gs-edi.admin.ch

Département responsable:

Département fédéral de l'intérieur DFI